



**COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE
(de l'UNESCO)**

Cinquante-troisième session du Conseil exécutif
UNESCO, Paris, 3-9 février 2021 [Session en ligne]

Point 3.1 du 4^e ordre du jour provisoire révisé

**BRÈVE MISE À JOUR PAR LE SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE LA COI SUR LE TRAVAIL
ACCOMPLI DEPUIS LA TRENTIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE**

Résumé

Cette courte mise à jour complète le rapport du Secrétaire exécutif à la 53e session du Conseil exécutif de la COI publié sous le nom [IOC/EC-53/3.1.Doc\(1\)](#). Il expose le travail accompli au cours de la période intersessionnelle prolongée en raison du report de la 53e session et comprend les considérations du Secrétaire exécutif sur les défis et perspectives actuels de la Commission, ainsi qu'une mise à jour à propos des rapports fournis aux organes directeurs de l'UNESCO en annexe au présent document pour en faciliter la consultation.

Courte mise à jour sur le travail accompli

1. Au cours des six derniers mois, les travaux de la Commission ont principalement porté sur l'élaboration du *Plan de mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030)* et sur la mise en place d'un environnement propice au lancement réussi de la Décennie. Depuis mars-avril, deux révisions importantes par les pairs ont fait passer le Plan de mise en œuvre de l'état de projet à sa version 1.0, puis à sa version 2.0. Cette dernière version a été présentée à la 75^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Plan de mise en œuvre définit les résultats, les objectifs et les défis pour la Décennie. Il présente également ses mécanismes de coordination et de suivi. La tâche est maintenant double : soutenir le Plan par des contributions et des initiatives scientifiques concrètes et faire avancer les activités de la Décennie en impliquant les nations, les organisations et les personnes, tout en recherchant un résultat, un engagement plus profond et une participation plus large. C'est ainsi que la Décennie se déroulera, pour finalement conduire le monde à créer la science dont nous avons besoin pour les océans que nous voulons. Le Secrétaire exécutif remercie vivement l'équipe de la Décennie de la COI, le Groupe exécutif de planification et les nombreux partisans parmi les États membres pour leur grand professionnalisme, leur travail dévoué et leur engagement inlassable, ainsi que pour les très bons résultats obtenus.

2. La COI devra non seulement coordonner la Décennie, mais elle devra également apporter une solide contribution à son programme de travail. Les contributions peuvent provenir de divers programmes et groupes d'intérêt de la COI et seront, nous l'espérons, nombreuses et variées. Une de ces contributions potentielles, pour laquelle le Secrétariat prépare à l'heure actuelle une proposition, pourrait être un Rapport sur l'état de l'océan (StOR, IOC/INF-1393). Coordonné par la COI, il présenterait chaque année au monde entier une synthèse des principaux changements de l'état des océans en fonction de ses variables physiques, biogéochimiques, biologiques et écologiques, complétée par un résumé stratégique des évolutions en matière de gestion intégrée des océans, comme le pourcentage de la zone couverte par les outils de gestion par zone, les observations, etc.. Il faciliterait la compréhension par le grand public des questions liées aux océans et servirait de mécanisme de suivi de la contribution de la Décennie à sa gestion durable. Un bref aperçu préliminaire de cet éventuel Rapport sera présenté au Conseil. Toutefois, une proposition complète de ce Rapport sur l'état des océans sera préparée et débattue avec la communauté des experts et les États membres, puis présentée pour examen par l'Assemblée de la COI lors de sa 31^e session.

3. La WESTPAC, l'IOCARIBE et l'IOCAFRICA s'emploient activement à planifier le contenu scientifique de la Décennie. Dans ce contexte, la réussite de la conférence de lancement de la Décennie pour l'Afrique, accueillie par l'Égypte en 2021, pourrait constituer une étape importante, avec l'engagement politique de tous les États membres impliqués. La COI a participé à une consultation de l'UNESCO avec l'Union africaine, qui a permis d'harmoniser davantage les objectifs et de définir le contexte d'une coopération intensifiée.

4. Les consultations se sont poursuivies entre le président de la COI, le Secrétaire exécutif, le Vice-président de la COI pour le groupe électoral IV, le président de l'IOCINDIO et les membres du bureau concernant la transformation de l'IOCINDIO en une sous-commission de la COI, conformément à la décision correspondante de l'Assemblée de la COI lors de sa 30^e session en 2019. Une consultation très importante avec les États membres de la COI intéressés par l'océan Indien est prévue début 2021 afin de débattre de la proposition et de solliciter leur implication, leur soutien et leurs engagements. Pour une action concrète et efficace, la nouvelle sous-commission permettrait aux États membres de participer plus largement aux activités régionales en fonction de leurs priorités et de leurs intérêts. Ses travaux auraient également un intérêt et des implications pour certains pays de l'IOCAFRICA et de la WESTPAC. La 8^e session de l'IOCINDIO, au premier trimestre 2021, représente une occasion de rallier les États membres de toute la bordure de l'océan Indien et au-delà, de consolider les plans, de voir comment le nouvel organe pourrait contribuer à la Décennie et d'ajouter de la valeur aux multiples activités dans la région. Sur la base des résultats

de cette consultation et de la session du comité régional, la proposition entièrement développée sera présentée à l'Assemblée de la COI lors de sa 31^e session en juin 2021, pour examen et décision.

5. En matière d'observations, la communauté réfléchit à la mise en œuvre de la *Stratégie du GOOS 2030* ([IOC/BRO/2019/5 rev.2](#)) et à la conception d'un programme pour la Décennie. Des experts ont été consultés sur les préoccupations potentielles, la valeur, l'impact et l'étendue des solutions pour l'observation durable des océans dans les zones économiques exclusives. Des progrès sont à noter dans la planification de la gestion des données et de l'information grâce au « Catalogue des sources » du système de données et d'informations océanographiques (ODISCat) et à la plate-forme d'information sur l'océan OceanInfoHub. Le système d'information sur la biodiversité des océans (OBIS) continue de se développer. La coordination de la recherche sur le carbone océanique connaît des avancées majeures. Le *Rapport mondial sur les sciences océaniques 2020* sera lancé le 14 décembre 2020. Les travaux se poursuivent activement sur l'acidification des océans, la désoxygénation, les efflorescences algales nuisibles, les séries chronologiques à long terme. Le Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC), en parrainage conjoint par la COI, s'oriente vers un programme de travail très ambitieux, comprenant des recherches sur l'océan et le climat. Le programme de la COI sur les tsunamis élargit le travail de préparation aux tsunamis et développe de nouveaux prestataires de services. La journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis du 5 novembre 2020 a eu un véritable écho dans le monde entier et la participation du Directeur général de l'UNESCO a contribué à accroître la visibilité de l'Organisation à cette occasion. L'élaboration et l'application de la méthodologie destinée à aider les États membres dans la réalisation des deux indicateurs de cible ODD 14.3.1 et 14.a progressent, indicateurs pour lesquels la COI a été désignée comme organisme responsable. L'expansion de l'aménagement de l'espace maritime, les préparatifs de la nouvelle phase de l'Ocean Teacher Global Academy et le domaine de la connaissance des océans font l'objet d'un travail actif et fructueux. Le groupe de travail permanent de la COI sur les besoins des utilisateurs et les contributions aux produits de la GEBCO a été formé.

6. La Covid-19 a eu un impact important sur le travail de la COI mais n'a pas découragé l'équipe. En raison de l'annulation ou du report de nombreuses manifestations, dont la « Conférence des Nations Unies sur les océans 2020 », le Secrétariat a dû rechercher d'autres moyens possibles de présenter le Projet de plan de mise en œuvre pour la Décennie et la 2^e édition du *Rapport mondial sur les sciences océaniques* (GOSR) à l'occasion des [célébrations du 60^e anniversaire](#) de la Commission le 14 décembre 2020. La mise en œuvre du programme de la Commission en 2020 a connu quelques difficultés et retards, similaires à ceux de tous les secteurs de programme de l'UNESCO, mais le Secrétariat a activement évalué l'impact de la pandémie sur les domaines de compétence de la COI et recherché des solutions. Des enquêtes et des évaluations ont été menées pour jauger l'impact sur l'observation des océans et les procédures d'alerte et d'évacuation en cas de tsunami. L'effet à long terme sur l'investissement dans les sciences océaniques et sur la capacité des États membres à atteindre l'objectif 14.a des ODD sera mesuré par le processus du GOSR. Dans l'ensemble, le Secrétariat a mis en œuvre les plans de travail 2018-2019 conformément aux allocations budgétaires et aux cibles de mobilisation de ressources approuvées par la [résolution EC-LI.2](#) du Conseil exécutif de la COI et a établi des plans de travail pour 2020-2021 conformément à la [résolution XXX-3](#), tels que présenté dans le document IOC/EC-53/3.1(2).

Défis et perspectives

7. La gestion des océans, les océans et le climat, la biodiversité marine et l'économie durable des océans comptent parmi les principales pistes de réflexion actuelles sur l'avenir des océans.

8. Des experts affiliés à la COI ont contribué au GIEC *Rapport spécial sur le changement climatique, les océans et la cryosphère* (SROCC). Une délégation de la COI, dirigée par le président de la COI, a participé à la 25^e Conférence des parties de la CCNUCC à Madrid au début du mois de décembre 2019. Les débats qui y ont eu lieu, éclairés par le SROCC, ont conduit à la création du Dialogue sur les océans et le climat de la CCNUCC, sous l'égide de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) de la Convention. La COI a participé activement et

visiblement au premier Dialogue les 2 et 3 décembre 2020, proposant la Décennie comme une plateforme pour renforcer les bases scientifiques des délibérations de la CCNUCC sur l'océan et le climat.

9. La COI contribue activement au processus de négociation d'un instrument international juridiquement contraignant (ILBI) sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ). En octobre 2020, afin d'informer les participants intéressés par le processus de négociation, le Secrétariat a publié une note libre sur les contributions existantes et potentielles de la COI-UNESCO au processus BBNJ ([IOC/INF-1387](#)).

10. Les travaux du groupe de haut niveau (HLP) pour une économie des océans durable ont abouti à des progrès importants dans la réflexion et la création de prototypes pour une gestion intégrée des océans. Une vision de la gestion des océans basée sur l'objectivité et la transparence, issue de la science et des données, est en train d'émerger. Cette vision implique un large éventail de parties prenantes, utilise les finances et les considérations économiques nationales pour valoriser l'océan et harmonise les relations humaines avec les océans grâce aux notions d'équité et d'éthique. La consultation et le brainstorming conjoint du groupe consultatif pour le HLP avec la COI et l'équipe de la Décennie continuent de façonner la recherche pour une gestion durable des océans dans le cadre de la Décennie.

11. La principale difficulté rencontrée par le petit Secrétariat de la Commission a trait à sa double mission, qui consiste à mobiliser non seulement les ressources extrabudgétaires nécessaires au maintien de ses programmes opérationnels essentiels, mais aussi d'importantes ressources supplémentaires pour soutenir son rôle pour la Décennie et contribuer au programme toujours plus conséquent pour les océans. Cependant, la compréhension accrue du rôle des océans dans le développement durable ouvre de nouvelles perspectives. La Décennie sera le principal moyen de faire avancer la COI. Il est symbolique que cette nouvelle période du service de la COI dans le monde advienne alors que la Commission fête ses 60 ans. Lors de sa 31^e session, le Secrétaire exécutif présentera à l'Assemblée de la COI une vision consolidée, tournée vers l'avenir, du rôle de la COI et de la manière dont la Commission devrait idéalement envisager l'avenir.

12. Le Secrétaire exécutif remercie le Président et les membres du Bureau pour leurs conseils et leur leadership, leur soutien et leur compréhension, ainsi que les États membres et les partenaires de la COI pour leur engagement et leur soutien toujours croissants. Il remercie également toute l'équipe du Secrétariat pour son excellent travail dans des conditions difficiles.

(extrait du document [210 EX/4.I.INF](#) Octobre 2020)

Progress in the implementation of the programme adopted by the General Conference, during the period 1 January 2018 to 30 June 2020 – Intergovernmental Oceanographic Commission

This Summary Report has been consolidated based on reporting information entered in SISTER. It presents an account of progress towards the achievement of the 40 C/5 expected results assessed in terms of the performance indicators and related targets for each of the Major Programmes, the IOC and the UNESCO Institute for Statistics. In addition, it presents summary assessments for each of the two Global Priorities, Africa and gender equality.

INTERGOVERNMENTAL OCEANOGRAPHIC COMMISSION

Main Line of Action 1: Promoting knowledge and capacity for protecting and sustainably managing the ocean and coasts

ER 1: Science-informed policies for reduced vulnerability to ocean hazards, for the global conservation and sustainable use of oceans, seas and marine resources, and increased resilience and adaptation to climate change, developed and implemented by Member States, towards the realization of Agenda 2030	Assessment of implementation of workplans
	Partly on track

Performance Indicators (PI) and Targets (T)	Assessment of Progress against Target as at 30/06/2020	Likelihood that target will be attained
<p>PI: Number of supported Member States which have conducted up-to-date ocean research to address specific challenges of the ocean and human impacts on coastal areas</p> <p>T 2020-2021:</p> <p>(i) 54 of which 7 from Africa and 8 SIDS; (ii) 94 of which 25 from Africa and 14 SIDS; (iii) 83 of which 9 from Africa and 5 SIDS</p>	<p>(i) 180 experts from 35 Member States, of which 7 from Africa and 1 from SIDS; (ii) 98 Member States, of which 23 in Africa and 18 in SIDS; (iii) 80 Member States, of which 8 from Africa and 2 SIDS</p>	High
<p>PI: Number of supported Member States which maintained, strengthened and integrated global ocean observing, data and information system to reduce vulnerability to ocean hazards and benefit from their outputs</p> <p>T 2020-2021:</p> <p>(i) Good level of engagement from 68 Member States of which 12 from Africa and 9 SIDS; (ii) 13 of which 5 from Africa and 1 SIDS; (iii) 20; (iv) 100 Member States will have established NODCs or Associate Data Units (of these 100, 25 in Africa) and 10 IOC Member States will have established Associate Information Units (AIUs) (of which 3 in Africa)</p>	<p>(i) 64 Member States engaged of which 8 from Africa and 9 from SIDS; (ii) 13, of which 5 in Africa and 2 SIDS; (iii) 20; (iv) 96 of which 18 from Africa.</p>	Medium
<p>PI: Number of supported Member States which have developed early warning systems and preparedness to mitigate the risks of tsunamis and other ocean-related hazards towards increased resilience</p> <p>T 2020-2021:</p> <p>(i) 139 of which 28 SIDS and 9 from Africa; (ii) 16 of which 6 SIDS; (iii) 15 of which 7 SIDS; (iv) 14 of which 2 from Africa and 2 SIDS; (v) 47 of which 6 from Africa and 5 SIDS</p>	<p>(i) 137 Member States of which 28 SIDS and 9 from Africa; (ii) 6 Member States of which 6 SIDS; (iii) 7 Member States of which 2 SIDS; (iv) 14 of which 2 from Africa and 2 SIDS; (v) planned for the remainder of the biennium;</p>	High
<p>PI: Number of supported Member States that have ocean science and policy interface mechanisms in support of healthy ocean ecosystems in accordance with Agenda 2030</p> <p>T 2020-2021:</p> <p>(i) 40; (ii) 757 experts of which 5 SIDS and 21 from Africa</p>	<p>(i) 80 Member States accessing datasets, and 25 Member States contributing data; (ii) 78 Member States nominating experts to WOA Pool of Experts, of which 18 African States and 7 SIDS; (iii) 10 of which 2 from Africa; (iv) planned for the remainder of the biennium; (v) 5 Member States from Africa participating in regional scoping workshop in 2019,</p>	Medium

Performance Indicators (PI) and Targets (T)	Assessment of Progress against Target as at 30/06/2020	Likelihood that target will be attained
(iii) 48 of which 7 from Africa (iv) 35 of which 5 SIDS and 7 from Africa (v) 11 of which 5 from Africa and 2 SIDS	followed by the conduct of 5 national studies to summarize lessons learnt and best practices of managing Coastal risk from local community perspectives	
PI: Number of supported Member States which implement science-based ecosystem management and measure progress on SDG 14 implementation T 2020-2021: (i) 108 of which 28 from Africa and 10 SIDS; (ii) 50 of which 8 from Africa and 5 SIDS; (iii) 17 of which 5 SIDS	(i) IOCAFRICA: 31 Member States from Africa out of which 4 are SIDS; IOCARIBE: 27 Member States, of which 14 SIDS; WESTPAC: 20 Member States, of which 2 SIDS; (ii) 46 Member States of which 4 from Africa and 2 SIDS; (iii) 30 Member States including 3 SIDS taking part in events related to MSP, LME, and World Ocean Day events. More than 1,900 specialists from 70 Member States including 10 SIDS took part in meetings on the Decade.	High
PI: Number of supported Member States which have developed institutional capacity and used it towards IOC's high-level Objectives T 2020-2021: (i) 52 of which 12 from Africa and 11 SIDS (ii) 2nd GOSR: 62 Member States of which 8 from Africa and 8 SIDS including gender disaggregated human resources information from 45 Member States (iii) (a) CD plans implemented in 24 Member States in IOCARIBE region, 18 Member States in IOCAFRICA region, 16 Member States in WESTPAC region; (b) 150 practitioners trained, of which 30 from Africa and 7 from SIDS; (iv) 150 practitioners trained, of which 40 from Africa and 3 SIDS, with a gender target of 40% women (5 RTCs established)	(i) 38 of which 9 from Africa and 7 SIDS. Ocean InfoHub project started in LAC, Africa and Pacific SIDS; revised needs assessment expected by end 2020; (ii) 45 Member States submitted data to the GOSR2020 questionnaire, of which 11 from Africa and 2 SIDS; 52 Member States contributing to the GOSR Portal, of which 13 from Africa and 4 SIDS; (iii) (a) CD implementation plans adopted by 4 regional bodies (2019) and implementation started; (b) 325 practitioners from 28 Member States from Africa, of which 50 are from SIDS; (iv) 796 practitioners of which 136 from Africa and 26 SIDS, with a gender target of 51% women (8 RTCs established)	Medium

Challenges and risks in implementation and remedial actions

Key challenges	Remedial actions
Inability to organize face-to-face events in 2020	Organization of online events to addresses the problem partly, with difficulties to reach the same level of engagement due to different time zones and 'virtual' commitments being more challenging to secure.
Ocean observing system implementers confined due to pandemic restrictions, leading to dramatic impact on observing systems.	Sharing of information and strategies amongst observing networks, contact with the research vessel fleet operators, emphasis on advance planning and automation.
Longer response time of stakeholders and experts due to confinement and changed priorities.	Delay/postponement of activities.

Global priority Africa

The UN Decade of Ocean Science for Sustainable Development (2021-2030) is an exceptional opportunity for the region to strengthen its capacities in ocean research in support of the Blue Economy. IOC partnered with the Western Indian Ocean Marine Science Association and the secretariat of the Nairobi Convention (UN Environment) to organize “the Regional Consultation workshop for the UN Decade of Ocean Science for Sustainable Development 2021-2030 for Africa and the Adjacent Islands States” which was hosted by the Government of Kenya from 27-29 January 2020 in Nairobi, Kenya. The workshop offered crucial opportunity to identify regional needs and priorities in terms of transforming knowledge systems, accelerating transfer of marine technology, enabling training and education, fostering science-policy dialogues and building capacities, in alignment with the African Union’s initiatives.

Capacity development in marine science and technology continues to be a key focus for the IOC’s Sub Commission for Africa and the Adjacent States, with 3 Regional Training Centres established within the framework of the Ocean Teacher Academy programme in Kenya, Mozambique and Senegal. The centres organized 12 training courses, attended by more than 250 trainees from 27 countries. IOC organized 5 workshops on Marine Spatial Planning in English, French and Portuguese, attended by more than 200 participants from 20 Member States. A regional webinar on the development of the African regional node for the Ocean Information Hub (OIH) on 10 June 2020 gathered more than 100 participants.

The Second International Indian Ocean Expedition (2015-2020) offered an excellent opportunity for the member states from the region to strengthen their ocean observations capabilities. The government of South Africa provided its oceanographic research vessel, the SA Agulhas II, for two cruises, enabling participation of more than 50 marine scientists and students from Comoros, Egypt, Kenya, Madagascar, Mozambique, Nigeria, and Tanzania.

Under the framework of the Indian Ocean Tsunami Warning and Mitigation System (IOTWMS), two initiatives deserve particular mention: (i) the capacity assessment of tsunami preparedness that provided a benchmark of the current status of tsunami warning and mitigation systems, identifying gaps, and prioritizing capacity development needs in 21 Member States and (ii) the Indian Ocean wide tsunami exercise (IOWave18). All African Member States bordering the Indian Ocean participated in IOWave18, with Tanzania, Kenya and Seychelles conducting community evacuations. Activities carried out under the Intergovernmental Coordination Group for the Tsunami Early Warning and Mitigation System in the North-eastern Atlantic, the Mediterranean and connected seas (ICG/NEAMTWS) were focused on enhancing tsunami warning capacities of African Member States bordering the Mediterranean Sea and Atlantic Ocean.

Global priority Gender equality

The IOC has been increasingly adopting a gender sensitive approach to its activities. The second edition of the Global Ocean Science Report (GOSR) to be published in 2020 provides baseline information on women and men working in the field of ocean science; globally 38% of the scientists are female, with considerable regional and national differences. Several events were organized to promote gender equality; the 2019 World Ocean Day, with its ‘Gender and the Ocean’ theme, could be cited as one example. However, the approach was still largely ad hoc rather than systematic.

The upcoming UN Decade of Ocean Science for Sustainable Development (2021-2030) with its explicit gender-related objectives presents a perfect opportunity to build synergies between SDG 5 and SDG 14 and to move from gender disaggregated assessments within the field of ocean science workforce to a more coherent framework of action. Regular assessments of gender representation in ocean science within the framework of the Global Ocean Science Report (GOSR) publications will allow changes to be tracked and the impacts of new initiatives to be observed. Together with its partners, IOC is currently planning a series of outreach and engagement activities to encourage submission of gender-sensitive programmes and projects to the upcoming Decade Calls for Action. A first virtual consultation will be organized in November 2020.

Annexe 2

(extrait du document [210 EX/17](#) Octobre 2020)

Commission océanographique intergouvernementale (COI)

1. Mise à jour sur la réponse de l'UNESCO à la pandémie

73. Œuvrant au nom du système des Nations Unies et en partenariat étroit avec les 24 membres d'ONU-Océans, la COI a finalisé le plan de mise en œuvre sur 10 ans de la Décennie des Nations Unies pour l'océanographie au service du développement durable (2021-2030) qui sera examiné lors de la 75^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2020. Le projet de plan de mise en œuvre a bénéficié d'un processus international d'examen par les pairs, mené par plusieurs parties prenantes en mars-avril 2020, et d'un processus d'examen intergouvernemental par les États membres de la COI et ONU-Océans en juin-juillet 2020. Malgré l'annulation d'un certain nombre de réunions préparatoires, plusieurs événements participatifs virtuels organisés entre mars et juillet ont permis de garantir l'engagement des acteurs internationaux du secteur des océans (par exemple, en coopération avec le Forum économique mondial et le Pacte mondial des Nations Unies, le dossier commercial de la Décennie pour les sciences océaniques a été lancé le 5 juin 2020).

74. La deuxième édition du Rapport mondial sur les sciences océaniques (GOSR2020), qui devait initialement être lancée en juin 2020 à la 2^e Conférence des Nations Unies sur les océans (désormais reportée à 2021), sera lancée par le biais d'une série de webinaires dédiés organisés simultanément dans toutes les régions du monde au cours du dernier trimestre 2020.

75. La COI et la Commission européenne poursuivent la mise en œuvre de la Feuille de route commune pour accélérer les processus de planification de l'espace marin au niveau mondial. Malgré l'annulation de plusieurs réunions en face-à-face, une stratégie d'engagement pour soutenir la mise en œuvre des activités mondiales en matière de planification de l'espace marin a été rapidement mise en place. En conséquence, 11 séminaires en ligne ont eu lieu, couvrant la gestion écosystémique, les perspectives de genre, le changement climatique et les liens avec les stratégies de l'économie bleue durable.

2. Impact de la pandémie sur l'exécution du Programme et budget (40 C/5)

Tableau 4. Commission océanographique intergouvernementale : Dépenses de personnel et dépenses hors personnel pour 2020-2021 (40 C/5) par source de financement, au 30 juin 2020

En millions de dollars des États-Unis

Cadre budgétaire intégré du 40 C/5	Budget (biennal) ajusté			Dépenses engagées			Taux de dépense		
	Personnel	Hors personnel	Total	Personnel	Hors personnel	Total	Personnel	Hors personnel	Total
Programme ordinaire (y compris les crédits additionnels)	8,3	2,8	11,1	2,1	0,3	2,5	26%	12%	22%
Contributions volontaires**	-	15,8	15,8	1,0	1,3	2,3	n.d.	n.d.	15%
TOTAL*	8,3	18,6	26,8	3,2	1,6	4,8	n.d.	n.d.	18%

* Les données sont présentées avant compensation.

** La ventilation selon les catégories personnel/hors personnel n'est pas disponible pour les contributions volontaires.

76. Le confinement lié à la COVID-19 a été particulièrement problématique pour les programmes opérationnels de la Commission, en particulier le Système mondial d'observation de l'océan (GOOS), car les observations et la collecte de données sur les océans du monde ont été

considérablement affectées¹. En conséquence, la coordination intergouvernementale des activités du Système mondial d'alerte aux tsunamis s'est limitée pour l'essentiel à des réunions en ligne, les réunions de gouvernance étant reportées à une date ultérieure. Les activités ont été rapidement adaptées aux modalités de prestation virtuelle et le Secrétariat a continué de travailler en étroite collaboration avec les groupes de travail d'experts et les États membres des quatre groupes de coordination intergouvernementaux régionaux pour soutenir et améliorer les systèmes régionaux et poursuivre les initiatives pertinentes : (i) préparation de lignes directrices pour les services d'alerte aux tsunamis, d'évacuation et d'hébergement pendant la COVID-19 ; et (ii) enquête sur l'évaluation de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les réseaux de marégraphes sismiques et de tsunamimètres, et les opérations des prestataires de services liés aux tsunamis.

77. Les exercices Tsunami Wave ont été maintenus (CaribeWave 20 a eu lieu en mars 2020, avec une portée réduite aux tests de communication) ou reportés (l'IOWave20 a été reprogrammé pour octobre 2020 ; la PacWave 20 pour septembre-décembre 2020 ; et l'exercice NEAMWave, pour mars 2021).

78. La disponibilité de la plate-forme d'apprentissage en ligne Ocean Teacher Global Academy a permis une réorientation rapide et l'organisation de cours en ligne à partir de juin 2020. Cependant, l'incapacité à organiser des réunions en face-à-face comme prévu a eu un impact sur toutes les activités. Pour les cours dispensés dans les centres de formation existants, le nombre de stagiaires a dû être limité entre mars et juillet 2020. En outre, le nombre de nouvelles demandes a été limité en raison des confinements instaurés dans les États membres.

79. L'enquête en ligne sur l'impact de la pandémie, lancée en juin 2020, a reçu 117 réponses des institutions des États membres participant au programme d'échange international des données et de l'information océanographiques dirigé par la COI, une majorité des répondants indiquant que la pandémie avait un impact sur les centres de données². Alors que les enquêtes continueront à évaluer l'impact complet jusqu'en 2020-2021, il devient de plus en plus évident que des lacunes apparaîtront dans les archives mondiales de données océaniques en raison de l'annulation de campagnes de recherche océanographique, du manque d'entretien du matériel d'observation pendant la pandémie, de la réduction du personnel pendant et éventuellement après la pandémie et des réductions éventuelles des budgets opérationnels.

¹ Les gouvernements et les institutions océanographiques ont rappelé presque tous les navires de recherche océanographique dans leurs ports d'attache ; en outre, certains navires commerciaux n'ont pas pu fournir des observations océaniques et météorologiques essentielles, tandis que les bouées océaniques et autres systèmes ne pouvaient pas être entretenus. Cette situation entraîne d'importantes lacunes dans les données relatives aux prévisions et aux alertes maritimes, climatiques et météorologiques.

² 81 % des personnes interrogées ont déclaré que la pandémie avait eu un impact sur le centre de données ; 77 % des personnes interrogées ont déclaré que le personnel du centre de données travaillait à domicile ; 51 % des personnes interrogées ont déclaré que la pandémie avait entraîné une réduction du flux de données vers le centre de données (données reçues), tandis que 25 % ont déclaré n'avoir reçu aucune donnée ; 48 % des personnes interrogées ont déclaré qu'il n'y avait pas de changement dans les services fournis par le centre de données, tandis que 36 % ont fait état de services réduits ; 49 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles s'attendaient à ce que l'impact de la pandémie se poursuive pendant plus de 3 mois (c'est-à-dire plus tard qu'en août 2020) ; 57 % des personnes interrogées s'attendent à ce que la pandémie entraîne des lacunes dans la collecte des données ; et 44 % s'attendent à une perte de financement.